



COMMUNE DE BOURG SAINT MAURICE

# REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

- DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES -

# SOMMAIRE

---

## Chapitre 1 – DISPOSITIONS GENERALES

---

Article 1.1 – DELIMITATIONS DES ZONES DE PUBLICITE

Article 1.2 – QUALITE DES DISPOSITIFS

---

## Chapitre 2 – ENSEIGNES

---

Article 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES

2.1.1 – Interdictions communes dans toutes les zones

2.1.2 – Limitations communes dans toutes les zones

Article 2.2 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

2.2.1 – Enseignes sur façade

2.2.1.1 – *Enseignes à plat sur un mur*

2.2.1.2 – *Enseignes perpendiculaires à un mur*

2.2.1.3 – *Enseignes sur baies vitrées et fenêtres*

2.2.1.4 – *Enseignes suspendues*

2.2.2 – Enseignes scellées au sol ou posées directement sur le sol

2.2.3 – Chevalets et porte-menus

2.2.4 – Enseignes sur store

2.2.5 – Enseignes sur clôture aveugle

Article 2.3 – ENSEIGNES LUMINEUSES

2.3.1 – Dispositions générales

2.3.2 – Eclairage par projection

Article 2.4 – ENSEIGNES TEMPORAIRES

2.4.1 – Dispositions générales dans toutes les zones

2.4.2 – Manifestations exceptionnelles

2.4.3 – Opérations exceptionnelles

2.4.4 – Travaux publics ou opérations immobilières

2.4.5 – Location ou vente de fonds de commerce

---

## Chapitre 3 – PUBLICITES

---

Article 3.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 3.2 – DISPOSITIONS PARTICULIERES EN AGGLOMERATION

3.2.1 – Interdictions communes

3.2.2 – Limitations communes

3.2.3 – Publicité sur un mur

3.2.4 – Publicité sur clôture aveugle

---

## Chapitre 4 – PREENSEIGNES

---

Article 4.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 4.2 – PREENSEIGNES TEMPORAIRES EN AGGLOMERATION

4.2.1 – Dispositions générales

4.2.2 – Manifestations exceptionnelles

4.2.3 – Opérations exceptionnelles

4.2.4 – Travaux publics ou opérations immobilières

4.2.5 – Location ou vente de fonds de commerce

---

## ANNEXES

---

**ANNEXE 1** : Limites d'agglomération au sens du code de la route :

- Arrêté municipal n°2016/460 en date du 05 décembre 2016, relatif à la position des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération du chef-lieu de Bourg Saint Maurice + plans de localisation
- Arrêté municipal n°2016/461 en date du 05 décembre 2016, relatif à la position des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération de Vulmix (commune de Bourg Saint Maurice) + plans de localisation
- Arrêté municipal n°2016/462 en date du 05 décembre 2016, relatif à la position des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération de Hauteville-Gondon et des Plans (commune de Bourg Saint Maurice) + plans de localisation
- Arrêté municipal n°2016/463 en date du 05 décembre 2016, relatif à la position des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération des stations d'Arc 1600, Arc 1800 et Arc 2000 (commune de Bourg Saint Maurice) + plans de localisation

**ANNEXE 2** : Plans de zonage

**ANNEXE 3** : Périmètre PPM de la Maison des têtes et prescriptions (PLU 2014)

**ANNEXE 4** : Définitions

# Chapitre 1 – DISPOSITIONS GENERALES

## Article 1.1 – DELIMITATIONS DES ZONES DE PUBLICITE RESTREINTE

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Bourg Saint Maurice. Six zones sont créées sur le territoire communal (Z1, Z2, Z3, Z4, Z5 et Z6), dans lesquelles publicités, enseignes et préenseignes sont soumises à des prescriptions complémentaires plus restrictives que celles du régime général fixé par le code de l'environnement.

Les six zones s'appuient sur les limites d'agglomération de Bourg Saint Maurice. Ces zones sont représentées sur le plan de zonage figurant en annexe 2 du présent règlement.

Les différentes zones seront adaptées en fonction de l'évolution des arrêtés d'agglomération de la ville.

**Z1** : zone agglomérée de type centre-ville

Attention la zone 1 intègre le périmètre PPM de la Maison des Têtes, soumis à des prescriptions particulières dans le PLU (prescriptions rappelés dans le présent règlement et annexe 3)

**Z2**: zones d'activités de type commercial

**Z3** : zones d'activités de type industriel et artisanal

**Z4** : zone agglomérée de type station de sports d'hiver

**Z5** : zone agglomérée de type villages et hameaux

**Z6** : reste du territoire non aggloméré

Les secteurs non agglomérés inclus dans les périmètres des différentes zones sur les plans annexés sont soumis à la réglementation applicable aux terrains situées en dehors des agglomérations jusqu'à ce que, une fois urbanisés, les prescriptions des différentes zones correspondantes s'appliquent.

## Article 1.2 – QUALITE DES DISPOSITIFS

Les dispositifs de publicité extérieure (*enseignes, préenseignes, publicités*) doivent présenter un caractère esthétique pour s'harmoniser avec le cadre environnant. L'envers des dispositifs simple face doit être habillé et présenter une surface plane de couleur neutre et uniforme, réalisée en matériau de qualité identique à la face principale. L'habillage doit masquer la structure du dispositif.

Au sein de chaque propriété, copropriété ou ensemble bâti, les enseignes doivent respecter une unité de traitement esthétique, en particulier dans les galeries et sur les façades.

# Chapitre 2 - ENSEIGNES

## Article 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Les enseignes sont soumises aux règles nationales ainsi qu'aux prescriptions locales suivantes, restreignant les possibilités résultant de la réglementation nationale.

### Article 2.1.1 – Interdictions communes dans toutes les zones

**Sont interdits dans toutes les zones**, les dispositifs à usage d'enseignes non listés comme étant autorisés dans le présent chapitre 2, et notamment :

- les banderoles, mâts porte-drapeaux, oriflammes ou drapeaux, structures gonflables, stop-piétons... ;
- les enseignes sur ou devant : les auvents, les marquises, les balcons, les balconnets, les barres d'appui ou les garde-corps ;
- les enseignes sur toiture ou terrasse ;
- les enseignes sur clôture non aveugle ;
- les couleurs fluorescentes.

### Article 2.1.2 – Limitations communes dans toutes les zones

**Dans toutes les zones :**

- les enseignes doivent être alignées et centrées sur les percements ;
- une enseigne ne doit pas interrompre un élément de décor de façade (une corniche ou une arcade par exemple) ;
- lorsque plusieurs établissements ou activités apparaissent sur un même dispositif d'enseigne, il devra présenter une unité de support et une homogénéité de traitement graphique.

## Article 2.2 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

### Article 2.2.1 – Enseignes sur la façade d'un bâtiment

Dans toutes les zones, les enseignes installées sur un bâtiment sont limitées en surface. Le cumul des surfaces des enseignes (en applique, en drapeau, sur baie vitrée...) ne peut dépasser 15 % de la surface de la façade correspondant aux locaux de l'activité commerciale, ou 25 % si cette façade est inférieure à 50 m<sup>2</sup>.

#### Article 2.2.1.1 – Enseignes à plat sur un mur

Dans toutes les zones, les enseignes à plat sur un mur sont autorisées dans la limite d'une enseigne par établissement, par éléments de façades et par voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière de cet établissement.

Une seconde enseigne est autorisée pour les établissements situés sous balcon ou sous une coursive ou sous arcade.

Les enseignes à plat ne doivent pas constituer par rapport au mur support une saillie de plus de 0,15 mètre.

Les enseignes à plat doivent être installées dans la limite du rez-de-chaussée de l'immeuble (ou sommet de l'acrotère), au niveau où est exercée l'activité. Lorsqu'une activité s'exerce à l'étage uniquement, une enseigne apposée à plat est autorisée (si autorisée par la copropriété ou le propriétaire) en rez-de-chaussée, près de l'entrée du bâtiment. Cette enseigne ne pourra avoir une surface supérieure à 0,3 m<sup>2</sup>. Pour les activités à occupation unique de la totalité d'un bâtiment, l'installation de l'enseigne est autorisée dans la limite du premier étage.

#### Périmètre PPM de la Maison des Têtes, admise sous conditions :

Dans le PPM de la Maison des Têtes, elle sera apposée parallèlement au mur de façade sans aucune inclinaison et sera constituée de lettres découpées fixées directement sur le support (maçonnerie ou devanture).

Dans tous les cas, ses dimensions sont au maximum : une hauteur de 40 cm sans dépasser les 2/3 de la hauteur du bandeau. L'éclairage se fera par lumière indirecte.

#### Périmètre du PPM de la Maison des Têtes sont interdits :

Les boîtiers lumineux monoblocs, les tubes néons, les spots, les projecteurs, les rampes d'éclairage, les éclairages de couleurs ou intermittents (clignotant, défilant, etc...) et les lettres en tubes fluorescent, Les enseignes caisson.

Pour l'éclairage consulter 2.3.2.

### **Article 2.2.1.2 – Enseignes perpendiculaires à un mur**

Dans toutes les zones, les enseignes disposées perpendiculairement au mur qui les supporte sont autorisées dans la limite d'une par établissement. Elles doivent être installées dans la limite du rez-de-chaussée de l'immeuble, sans dépasser la dalle du premier étage. La limite inférieure de l'enseigne ne peut être située à moins de 2,20 mètres du niveau du sol.

Elles doivent respecter la règle limitant la saillie à 1/10 de la largeur entre les alignements de façades et ne doivent en aucun cas constituer, par rapport au mur, une saillie de plus de 0,80 mètre ni excéder 0,60 m<sup>2</sup> de superficie et 0,15 mètre d'épaisseur. Elles doivent être implantées en limite de façade ou de devanture et, le cas échéant, alignées sur les enseignes à plat.

Les enseignes perpendiculaires sont interdites à l'étage, sous les galeries piétonnières ouvertes ou à l'extérieur de ces galeries et sur les piliers.

Dans le cas où plusieurs activités s'exercent dans le même bâtiment, il est interdit de superposer les éventuelles enseignes perpendiculaires.

Périmètre du PPM de la Maison des Têtes, admise sous conditions :

L'enseigne fixée au mur perpendiculairement à la façade sera placée dans l'alignement de l'enseigne bandeau sans empiéter sur les étages supérieurs. Elle ne devra pas excéder 60cm x 60cm ou 80cm x 80cm maximum et ne devra pas dépasser de plus de 90 cm maximum de la façade.

Hormis pour les enseignes de pharmacie et services d'urgence, les enseignes drapeau ne seront pas lumineuses.

### **Article 2.2.1.3 – Enseignes sur baies vitrées et fenêtres**

Dans toutes les zones, les enseignes sur les baies vitrées sont autorisées lorsqu'elles sont réalisées en lettres découpées blanches, peintes ou réalisées au moyen de matériau adhésif.

Elles ne doivent pas occuper plus de 20 % de la surface totale de la baie vitrée.

Lorsqu'une activité s'exerce à l'étage, une indication est autorisée sur la fenêtre en respectant les mêmes prescriptions que pour les baies vitrées.

Le recouvrement intégral d'une vitrine par une enseigne est interdit. Il est autorisé de manière temporaire pour masquer des travaux ou lors d'une fermeture temporaire.

### **Article 2.2.1.4 – Enseignes suspendues**

Dans toutes les zones, les enseignes suspendues parallèlement au bâtiment abritant l'activité sont autorisées pour les galeries piétonnières situées sous balcons ou sous arcades. Les enseignes doivent être disposées sur l'alignement extérieur et parallèlement à l'axe des galeries. Elles doivent être disposées au droit de la façade commerciale. Leur limite inférieure ne peut être située à moins de 2,20 mètres du niveau du sol.

Pour les galeries dites « sous balcon », une enseigne suspendue est autorisée par activité. Pour les galeries avec arcades, une enseigne suspendue par arcade est autorisée, à condition de respecter la forme de l'arcade, cintrée ou droite.

Les enseignes suspendues sont autorisées à condition que soit respectée une unité de traitement esthétique pour l'ensemble immobilier et commercial concerné.

### **Article 2.2.2 – Enseignes scellées au sol ou posées directement sur le sol**

En Z1, Z4, Z5 les enseignes scellées au sol ou posées directement sur le sol sont interdites, à l'exception des chevalets et porte-menus des restaurants ou des métiers de bouche (cf. 2.2.3).

En Z2 et Z3, les enseignes scellées au sol ou posées directement sur le sol sont interdites, à l'exception :

- des enseignes scellées au sol de type « totem » (sans pied), autorisées lorsque l'activité se situe en retrait de la voie ouverte à la circulation publique la desservant, à raison d'un dispositif par unité foncière. Dimensions maximales autorisées par totem : 2 mètres de hauteur ; 1 mètre de largeur ; 0,40 mètre d'épaisseur. Le dispositif doit être implanté à 2 mètres minimum des limites séparatives à l'intérieur de l'unité foncière. Plusieurs activités pouvant apparaître sur le même dispositif, une unité de traitement graphique doit être respectée.

En Z6, les enseignes scellées au sol ou posées directement sur le sol sont interdites, à l'exception :

- des enseignes scellées au sol, autorisées lorsque l'activité se situe en retrait de la voie ouverte à la circulation publique. L'enseigne scellée au sol ne doit pas avoir une surface supérieure à 1 m<sup>2</sup> et ne doit pas dépasser une hauteur de 1,5 mètre par rapport au sol.

### Article 2.2.3 – Chevalets et porte-menus

Dans toutes les zones, les chevalets et porte-menus sont autorisés pour les restaurants ou les métiers de bouche. Leur nombre est limité à un dispositif par établissement. Si l'établissement possède plusieurs entrées, il est autorisé un chevalet ou porte-menu par accès. Il ne doit pas dépasser 1,10 mètre de haut, 0,60 mètre de large et une emprise au sol de 0,5 m<sup>2</sup>. Les dispositifs avec mécanismes mobiles (ressorts ou pivot) sont interdits.

### Article 2.2.4 – Enseignes sur store

Dans toutes les zones, l'enseigne sur store est autorisée sur le lambrequin uniquement (retombée frontale du store). La dimension maximale des lettres est limitée à 0,20 mètre. Le lambrequin doit être droit, sans découpe.

Dans le cas d'un commerce situé à l'étage ou sur plusieurs niveaux, une enseigne sur le lambrequin du store est autorisée aux fenêtres de l'étage.

Périmètre du PPM de la Maison des Têtes sont admis sous conditions :

Aucune publicité n'est autorisée sur le store. Seule sera apposée l'enseigne du commerce sur le lambrequin.

L'emprise devra se limiter à la largeur de la vitrine commerciale hors porte d'entrée.

- Les couleurs seront unies et s'harmoniseront avec celles de la façade et de la devanture.
- Les tombants ou lambrequins auront une hauteur maximum de 20cm.
- Les formes droites seront à privilégier.
- Dans le périmètre du **PPM** de la Maison des Têtes, les stores « corbeilles » sont interdits.

### Article 2.2.5 – Enseignes sur clôture aveugle

Dans les zones Z2, Z3, Z5 et Z6, les enseignes sur clôture aveugle sont autorisées dans la limite d'un dispositif par activité. Elles sont interdites sur les murs de soutènement. Elles ne doivent pas dépasser les limites de la clôture et sont limitées à 1 m<sup>2</sup>. Le point le plus haut de l'enseigne ne doit pas être installé à plus de 2 mètres du sol, le point le plus bas ne doit pas être installé à moins de 1 mètre du sol. Les enseignes ne doivent pas constituer par rapport à la clôture support une saillie de plus de 0,10 mètre.

Elles sont interdites en Z1 et Z4.

## Article 2.3 – ENSEIGNES LUMINEUSES

### Article 2.3.1 – Dispositions générales

Dans l'ensemble des zones, les sources lumineuses ne doivent pas être exposées directement à la vue et la lumière d'éclairage doit être neutre ou blanche. Ces dispositifs doivent présenter une esthétique adaptée à leur environnement et être maintenus en bon état de fonctionnement. Ils ne doivent laisser apparaître aucun appareillage (notamment les fils électriques ou boîtiers d'alimentation). Les projecteurs sont de dimension réduite et, par leurs formes et couleurs, peu visibles de jour.

Les enseignes lumineuses sont soumises à obligation d'extinction nocturne de minuit à 6 heures du matin, à l'exception des activités ouvertes au-delà de minuit qui doivent les éteindre au plus tard une heure après la fermeture de l'établissement. De même, les activités ouvertes avant 6 heures du matin peuvent allumer leurs enseignes une heure avant l'ouverture.

L'éclairage par Leds est préconisé.

#### **Sont interdits :**

- les boîtiers lumineux monoblocs ;
- les enseignes réalisées en tubes luminescents (néon) ou en guirlandes lumineuses ;
- les faisceaux laser ;
- les enseignes à écrans numériques ;
- les enseignes clignotantes ou défilantes, à l'exception des enseignes de pharmacie et de services d'urgences ;
- les néons périphériques ou tout autre dispositif scintillant ou clignotant.

### Article 2.3.2 – Eclairage par projection

Les enseignes en applique peuvent bénéficier d'un éclairage par projection (rampes d'éclairage, spots) à condition que la saillie des dispositifs ne dépasse pas 0,30 mètre par rapport au mur ou à l'enseigne support. Le faisceau lumineux doit être orienté vers le dispositif et ne doit pas être vu directement par les usagers.

L'éclairage par spot est interdit pour les enseignes perpendiculaires.

## Article 2.4 – ENSEIGNES TEMPORAIRES

### Article 2.4.1 – Dispositions générales dans toutes les zones

Malgré leur caractère éphémère, les enseignes temporaires doivent être esthétiques, intégrées à leur environnement et réalisées sur un support résistant. Elles ne doivent pas être lumineuses. Elles sont interdites sur les arbres, sur les équipements publics, sur les structures gonflables, sur les clôtures non aveugles, sur les toitures.

### Article 2.4.2 – Manifestations exceptionnelles

Dans toutes les zones, les enseignes temporaires qui signalent des manifestations exceptionnelles (à caractère culturel, touristique ou sportif) sont autorisées pour une durée maximale de trois mois avec les prescriptions suivantes :

- les enseignes temporaires peuvent être installées au plus tôt 15 jours avant le début de la manifestation qu'elles signalent et doivent être retirées au plus tard 2 jours après la fin de la manifestation ;
- elles peuvent être installées sur façade ou au sol ;
- elles sont autorisées sur banderole.

### Article 2.4.3 – Opérations exceptionnelles

Dans toutes les zones, les enseignes temporaires qui signalent des opérations exceptionnelles (soldes, liquidation, promotion, braderie, opération spéciale...) sont autorisées pour une durée maximale de trois mois dans les conditions suivantes :

- les enseignes temporaires peuvent être installées uniquement pendant la durée de l'opération ;
- les enseignes temporaires scellées au sol ou posées directement sur le sol sont interdites ;
- les enseignes temporaires à plat sur la façade sont autorisées à condition de ne pas recouvrir plus de 20% de la devanture commerciale ;
- les enseignes temporaires doivent être apposées sur une façade comportant au moins une entrée destinée au public.

### Article 2.4.4 – Travaux publics ou opérations immobilières

Dans toutes les zones, les enseignes temporaires installées dans le cadre de travaux publics ou d'opérations immobilières sont autorisées avec les prescriptions suivantes :

- la durée d'installation est limitée à la durée du chantier ;
- les enseignes temporaires sur échafaudage, palissade ou clôture de chantier sont autorisées dans la limite d'un dispositif par voie de circulation ouverte au public et de deux dispositifs maximum. La surface maximale par enseigne temporaire est de 4 m<sup>2</sup>. Elle ne peut être installée à plus de 4 mètres de hauteur ;
- une enseigne temporaire double face scellée au sol est autorisée sur l'unité foncière à condition que la surface du dispositif ne dépasse pas 4 m<sup>2</sup> par face. Le sommet du dispositif ne doit pas dépasser 3 mètres de hauteur.
- implantation sur le terrain d'assiette de l'opération ou sur le terrain support du local de commercialisation situé à moins de 300m de l'opération

### **Article 2.4.5 – Location ou vente de fonds de commerce**

Dans toutes les zones, les enseignes temporaires installées pour plus de trois mois qui signalent la location ou la vente de fonds de commerce et installées sur une baie vitrée ne doivent pas recouvrir plus de 50 % de la surface de cette baie.

# Chapitre 3 – PUBLICITES

## Article 3.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Les publicités sont soumises aux règles nationales ainsi qu'aux prescriptions locales suivantes, restreignant les possibilités résultant de la réglementation nationale.

Elles sont interdites hors agglomération et dans les villages et hameaux de la Z5.

## Article 3.2 – DISPOSITIONS PARTICULIERES EN AGGLOMERATION

### Article 3.2.1 – Interdictions communes

D'une manière générale, toute publicité non prévue et réglementée dans le présent règlement est interdite sur le territoire de la commune.

**Sont interdits dans toutes les zones,** la publicité scellée ou posée au sol.

### Article 3.2.2 – Limitations communes

**Dans toutes les zones :**

- l'encadrement de l'affichage publicitaire ne peut dépasser 10 cm de large ;
- les dispositifs publicitaires doivent être implantés en dehors du domaine public et à plus de 2 mètres du bord extérieur de la chaussée des voies ouvertes à la circulation publique;
- un seul dispositif est autorisé le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière d'implantation.

### Article 3.2.3 – Publicité sur un mur

En Z2 et Z3, la publicité sur mur aveugle est admise dans la limite de 2 m<sup>2</sup>. Le point le plus haut du dispositif ne peut être installé à plus de 3 mètres du sol, le point le plus bas ne peut être installé à moins de 1 mètre du sol. Un espace de 50 cm minimum doit être respecté entre le bord du mur support et le bord du dispositif publicitaire. La publicité ne peut constituer par rapport au mur une saillie supérieure à 0,15 mètre.

### Article 3.2.4 – Publicité sur clôture aveugle

Dans les zones Z2 et Z3, la publicité sur clôture aveugle est admise dans la limite d'un dispositif par unité foncière. Elle est interdite sur les murs de soutènement. Sa surface maximale est de 1 m<sup>2</sup>. Le point le plus haut du dispositif ne doit pas être installé à plus de 2 mètres du sol, le point le plus bas ne doit pas être installé à moins de 1 mètre du sol. Elle ne doit pas dépasser les limites de la clôture qui la supporte et respecter un espace de 30 cm minimum entre le bord la clôture support et le bord du dispositif publicitaire. La publicité ne doit pas constituer par rapport au mur une saillie supérieure à 0,10 mètre. La publicité lumineuse sur clôture aveugle est interdite.

### Article 3.2.5 – Publicité sur palissades de chantier

La publicité sur les palissades de chantier est admise dans la limite d'un dispositif par voie ouverte à la circulation publique. Elle ne doit pas dépasser les limites de la palissade et avoir une surface unitaire maximale est de 2 m<sup>2</sup>. Le point le plus haut du dispositif ne peut être installé à plus de 3 mètres du sol, le point le plus bas ne peut être installé à moins de 1 mètre du sol. Un espace de 50 cm minimum doit être respecté entre le bord de la palissade et le bord du dispositif publicitaire. La durée d'installation est limitée à la durée du chantier.

## Article 3.3 – PUBLICITE LUMINEUSE

Seule la publicité éclairée par projection ou par transparence est admise.

Les publicités réalisées en caissons lumineux, en tube néon ou en guirlandes lumineuses sont interdites sur l'ensemble du territoire de la commune.

Les dispositifs d'éclairage ne doivent pas créer une saillie de plus de 0,30 mètre par rapport au mur support. Le faisceau lumineux doit être orienté vers le dispositif et ne doit pas être vu directement par les usagers. La lumière d'éclairage doit être neutre ou blanche.

Les dispositifs doivent présenter une esthétique adaptée à leur environnement et être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent laisser apparaître aucun appareillage (notamment les fils électriques ou boîtiers d'alimentation). Les projecteurs sont de dimension réduite et, par leurs formes et couleurs, peu visibles de jour. Les dispositifs à faible consommation d'énergie sont privilégiés.

Les éclairages doivent être éteints au plus tard à minuit et allumés au plus tôt à 7 heures du matin.

# Chapitre 4 – PREENSEIGNES

## Article 4.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (chapitre 3 du présent règlement).

## Article 4.2 – PREENSEIGNES TEMPORAIRES EN AGGLOMERATION

### Article 4.2.1 – Dispositions générales

Les préenseignes temporaires peuvent être installées 15 jours avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées au plus tard 2 jours après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Seules les préenseignes temporaires scellée au sol ou posées directement sur le sol sont admises. Les préenseignes temporaires sur tout autre support sont interdites sur l'ensemble du territoire communal.

### Article 4.2.2 – Manifestations exceptionnelles

Les préenseignes temporaires signalant des manifestations exceptionnelles (à caractère culturel, touristique ou sportif) peuvent être scellées au sol ou installées directement sur le sol hors et en agglomération si leurs dimensions n'excèdent pas 1,50 m<sup>2</sup>. Le sommet du dispositif ne doit pas dépasser 1,50 mètre de hauteur par rapport au sol. Leur nombre est limité à quatre par manifestation.

### Article 4.2.3 – Opérations exceptionnelles

Les préenseignes temporaires signalant des opérations exceptionnelles (soldes, liquidation, promotion, braderie, opération spéciale...) sont interdites sur l'ensemble du territoire communal.

### Article 4.2.4 – Travaux publics ou opérations immobilières

Dans le cadre de travaux publics ou d'opérations immobilières, les préenseignes temporaires sont admises avec les prescriptions suivantes :

- une préenseigne double face scellée au sol par opération ou chantier,
- ses dimensions ne doivent pas excéder 0,80 mètre en hauteur et 1 mètre en largeur et le sommet du dispositif ne doit pas dépasser 1,50 mètre de hauteur par rapport au sol.

### Article 4.2.5 – Location ou vente de fonds de commerce

Les préenseignes temporaires pour location ou vente de fonds de commerce sont interdites sur l'ensemble du territoire communal.